

On parle beaucoup en ce moment des Parrainages et les maires sont observés, jugés, commentés...

J'avais reçu une demande de France 3 pour une interview, il y a deux mois. Lorsque le sujet a été diffusé, je n'ai rien reconnu de ce que j'avais dit, car une partie d'une de mes phrases avait été isolée et ce qu'il en restait était plus que réducteur.

Je sais pour qui je ne voterai pas et pour qui je ne donnerai pas mon parrainage. On peut donner son parrainage, au nom de la démocratie, à un(e) candidat(e) pour qui on sait qu'on ne votera pas, mais parce que l'on souhaite qu'il ou elle ait le droit de se présenter, parce que ses idées, ses propositions peuvent enrichir le débat.

Mais je cherche encore le ou la candidat(e) qui aura le courage de proposer un réel changement et pour cela la sempiternelle dialectique, les éléments de langage si souvent communs à la gauche et à la droite, les belles promesses électorales sont devenus si classiques, si passésistes, si ringards, qu'ils ne font plus rêver depuis longtemps et structurent un rejet de la société pour ce qui devrait être emprunt de noblesse : la politique. Alors, la détresse s'installe, le peuple se sent abandonné.

Ce qu'il restait d'une conscience politique, républicaine ou simplement civique, fait place à l'individualisme et à l'égoïsme. Il faut d'abord sauver sa peau, le réflexe se répartira entre l'abstentionnisme et le refuge vers les extrêmes. Ce n'est même plus la politique qui est rejetée, c'est la démocratie elle-même.

Quand, du début à la fin d'un mandat présidentiel, la révolte gronde dans la rue, que la police doit tirer sur la foule, qu'il y a des morts, des blessés graves, des estropiés, quand les chars sont ressortis pour empêcher une manifestation d'entrer dans Paris (depuis quand n'avions nous pas vu ça ?), quand des policiers arrachent le drapeau français aux manifestants (jamais ces drapeaux français n'avaient été arrachés des mains des supporters qui défilaient dans la rue après la victoire de la France à la Coupe du Monde de football, ce n'est donc pas le délit d'utilisation du drapeau français qui est sanctionné là, mais le délit d'opinion)... Ce ne sont ni les manifestants, ni les policiers qu'il faut juger, la tentation serait trop facile. Ils ne sont responsables de rien dans ce chaos ! Car oui, la République a laissé place aujourd'hui, de fait, au chaos.

Mais tout cela devrait un petit peu interroger tout de même sur la médiocrité de la proposition politique et sur l'absence d'espoir pour les opprimés. Je les nomme comme ça en souvenir de cette chanson de mon ami Graeme Allwright "le jour de clarté", qui disait "quand tous les affamés et tous les opprimés entendront tous l'appel, le cri de liberté, toutes les chaînes brisées tomberont pour l'éternité". Oui, je parle des "opprimés" et celles et ceux qui en souriront ne savent pas ce que c'est que d'être privé de **Liberté**, comme c'est le cas aujourd'hui dans ce pays, ils ne savent pas que les jeunes, les personnes âgées, les familles n'ont plus les moyens de vivre décemment, parce que "**Égalité**" et "**Fraternité**" sont aujourd'hui des valeurs que le mauvais temps a ternies sur le fronton de l'école de la République.

Ces programmes électoraux procurent tout au plus une excitation jouissive aux derniers apparatchiks convaincus (parfois de la dernière heure)... ce qui donne du grain à moudre à la machine médiatique. On traite dans les médias, parce que c'est vendeur, les élections comme

un évènement, quand elles n'en sont plus un pour une grande majorité du Peuple, qui ne trouve pas espoir dans la parole politique.

Qu'est-ce qui pourrait me donner confiance dans les propositions présidentielles et m'amener à donner mon Parrainage ?

Déboulonner l'immuable technocratie :

C'est à Bercy que tout se décide. On y trouve des technocrates, hauts fonctionnaires d'État, nantis de la République. Leurs salaires sont souvent bien supérieurs à l'indemnité des députés. Les Présidents et les Gouvernements se succèdent, de gauche, de droite ou extra-terrestre, les mêmes technocrates restent en place à Bercy et instruisent les réformes et décisions gouvernementales. Ce Pouvoir Technocratique en place est emprunt d'inhumanité, car ils ne craignent pas la sanction démocratique issue du résultat des élections, ils sont trop éloignés de la réalité, de la vraie vie des gens, ils ne connaissent pas la misère installée, ils se croient sachants, ils sont ignorants et ne souhaitent pas apprendre.

J'ai souvenir de plusieurs amis de l'époque où j'étais député, nous avons été députés ensemble sous Sarkozy, ils étaient devenus ministres sous Hollande. A plusieurs reprises, il m'est arrivé de leur dire "mais cette réforme que tu portes va à l'encontre de tes propres idées ! Souviens-toi du temps où nous étions députés ensemble, souviens-toi de ce que nous disions ensemble, souviens-toi de ce que nous pensions..." Je me rappelle aussi de la réponse de ces devenus-ministres : "je n'ai pas le choix, cela nous est imposé par Bercy"

Je n'invente rien. Quel que soit le Gouvernement en place, ceci est notre réalité. Et tous les dysfonctionnements que je décris aujourd'hui profitent à ces hauts fonctionnaires, dans leur confort installés.

C'est aussi le formatage des élites qui est à remettre en cause et en particulier l'ENA ! Je donnerais mon parrainage à un Président qui garderait quelques technocrates à qui il adjoindrait dans les ministères des agriculteurs, des ouvriers, des personnels soignants ? Chiche ! Je parie que notre pays fonctionnerait mieux.

Les députés sont tous des godillots, leur redonner la Liberté d'agir :

Oui, c'est vrai et je l'ai souvent dénoncé. Mais ce n'est pas de leur faute, le système a été perverti pour en arriver là. Il y a bien sûr quelques escrocs, menteurs, absents, voleurs... Mais ils ne sont que très peu nombreux (ceci dit j'ai des noms). La société a les élus qu'elle mérite, ils sont à son image et par conséquent, il n'est pas anormal de trouver quelques malhonnêtes. Mais dans la grande majorité, les députés (de droite, de gauche ou extra-terrestres) travaillent, travaillent beaucoup, avec sérieux et sont honnêtes.

Il n'empêche qu'ils sont réduits à l'état de godillots. **80% des textes qui arrivent à l'ordre du jour de l'Assemblée sont des Projets de Loi**, c'est à dire proposés par le Gouvernement, qui est composé de personnes désignées et non élues... Ces Ministres arrivent avec un texte qui a été écrit dans les ministères et passé au filtre des hauts fonctionnaires immuables et, bien sûr, de ... Bercy.

Et là, le poids des groupes, derrière lesquels on trouve la pesanteur des partis, enferment les députés dans des postures dogmatiques, quant à leurs interventions. Si vous voulez des

responsabilités (être rapporteur sur un texte par exemple) ou ne serait-ce que du temps de parole, vous devez entrer dans le moule. Le schéma le plus fréquent consiste à ce que les députés aux ordres du parti au pouvoir défendent coûte que coûte le texte, que ceux qui sont dépendants de partis opposants le combattent sans discernement et que ceux qui se hasardent à sortir du rang, soit par conviction ou par honnêteté, soit pour tenter d'exister et de se faire voir, se retrouvent isolés, voire sanctionnés.

Là encore, les observateurs diront que j'exagère. Mais tous les députés savent que je dis vrai. La Constitution avait prévu que le Président de la République n'avait pas le droit de venir à l'Assemblée pour respecter la nécessaire séparation du Pouvoir exécutif du Législatif... Mais chacun sait que les Présidents de Groupes majoritaires sont sans cesse fourrés à l'Élysée pour y recevoir des ordres comme des bœufs... Les Lois issues du Gouvernement sont trop bavardes et trop compliquées. Dans les années 1990, on comptait en moyenne une trentaine d'articles par Loi et par exemple en 2015, la Loi Macron sur la Libération de l'Économie était arrivée à l'Assemblée avec une centaine d'articles, elle a été votée avec... 308 articles ! le Sénateur Philippe Bas commentait alors "la Loi est devenue obèse, bavarde et boursoufflée. Elle est désormais une mise en forme juridique de discours politiques qui n'ont rien de concret et qui enfilent des perles".

Moi-même, lorsqu'il m'est arrivé de ne pas voter comme on me le demandait (parce que je voulais être honnête avec mon électorat et avec moi-même), j'ai été puni. A priori, je ne peux pas le démontrer, car rien ne m'a été écrit. Mais il est facile de repérer que pendant deux ans, je n'ai pas posé de **Questions au Gouvernement**. Ces Questions qui étaient télévisées en direct sur France 3, le mardi et le mercredi après-midi (maintenant le mardi sur LCP) permettent aux députés d'être vus par leurs électeurs en circonscription. C'est une triste réalité, mais si le député n'est pas un peu vu à la télévision, il arrive que le grand public suppose qu'il ne travaille pas "puisqu'on ne le voit jamais"... C'est donc très important. Même si ces Questions peuvent apparaître alors comme une sorte de mascarade mise en scène qui ne valorise pas toujours la réalité du travail politique. Empêcher donc un député de poser des questions au Gouvernement, consiste à le punir.

Pour poser une de ces Questions, il faut la présenter au Groupe, qui déjà peut la modifier... (la parole n'est donc pas complètement libre) et le Président du Groupe décide de ceux qui vont pouvoir poser une Question cette semaine... Alors là, il y a les intrigants, les amis des amis, ceux qui sont portés par tel ou tel courant... (tout ce que le peuple ne supporterait pas s'il avait connaissance de cette réalité) ceux-là se débrouillent pour obtenir le droit de poser une Question au Gouvernement... Celui qui, comme moi, alors que j'ai été très solidaire la plupart du temps, à un moment, en conscience avec lui-même, ne vote pas comme il faut, est puni. Pendant deux ans, j'ai proposé des Questions au Gouvernement qui me semblaient utiles et pertinentes (je me souviens même que parfois des ami(e)s ministres demandaient à ce que je pose ma Question...) et je n'ai pas pu ! Disparu complètement des écrans... On me disait que "cette semaine d'autres sujets d'actualité sont prioritaires" ou bien "il n'y a pas de place cette semaine, beaucoup d'autres députés ont demandé à poser une Question..." Mais quand cela dure pendant deux ans, vous finissez par vous interroger !

Et puis si les 80% des textes à l'ordre du jour de l'Assemblée sont des Projets de Lois, les 20% restant sont des **Propositions de Lois**, qui émanent des députés ! 20% à se partager à 577

députés. C'est dire s'il faut savoir satisfaire aux jeux de pouvoirs pour parvenir enfin à déposer une Proposition de Loi et encore plus pour réussir à ce qu'elle soit votée !!!

Voilà ce qui explique que beaucoup de Lois votées sont inutiles, stupides ou contre-productives, elles ne sont que le fruit de postures, de dogmes, ou de stratégies insensées. Il ne faut pas s'étonner alors que 30% des Lois ne font pas l'effet de décrets d'application ou bien le font tardivement. Et après faudra-t-il encore qu'elles soient applicables.

J'en conclus qu'on légifère trop. Trop de Loi tue la Loi. Il faut moins de Lois et mieux de Lois. La Loi ne doit plus émaner des dogmes, mais toujours privilégier l'intérêt de la France et du Peuple. Il s'agit de revenir aux fondamentaux en retrouvant une forme de sagesse politique. Pour cela, il faut une toute autre organisation du Parlement et restaurer la Liberté des Parlementaires...

C'est aujourd'hui tout le travail parlementaire qui est pollué par le système des enjeux du pouvoir en place et les changements de Présidents de la République ne modifient en rien ces dysfonctionnements institués.

Quel(le) candidat(e) osera ?

Dans un prochain article, j'ajouterai un volet important : le respect réel des Maires. Peut-être faudrait-il que les promesses ou les annonces publiques du Président de la République ou du Gouvernement soient passibles de sanctions pénales, lorsqu'elles sont mensongères ?